

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

24 mars 2026

---

FAIRE EXÉCUTER LES PEINES D'EMPRISONNEMENT FERME - (N° 1655)

Rejeté

N° CL4

**AMENDEMENT**

présenté par

M. Houlié, M. Saulignac, Mme Allemand, Mme Capdevielle, M. Christophe, Mme Karamanli, M. Pena, Mme Thiébault-Martinez, M. Vicot, M. William et les membres du groupe Socialistes et apparentés

-----

**ARTICLE 2**

Supprimer cet article.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement du Groupe Socialistes et apparentés entend supprimer l'article 2 de cette proposition de loi.

Cet article réécrit l'article 132-25 du code pénal en conditionnant les conditions de l'aménagement d'une peine égale ou inférieure à deux ans d'emprisonnement à la « justification » :

- de l'exercice d'une activité professionnelle, du suivi d'un stage, d'une formation professionnelle, d'une « assiduité » à un enseignement, ou de la recherche d'un emploi ;
- de la « participation essentielle à la vie de la famille » ;
- de la nécessité de suivre un traitement médical ;
- de l'existence « d'efforts sérieux de réadaptation sociale résultant de son implication durable dans tout autre projet caractérisé d'insertion ou de réinsertion de nature à prévenir les risques de récidives ».

En limitant les possibilités d'aménagement de peine, cet article va conduire mécaniquement à remplir les prisons de personnes condamnées à de très courtes peines ce qui risquent d'aggraver le problème que l'on entend combattre.

En effet, ce texte méconnaît toutes les études démontrant que les peines de prison ferme favorisent la récidive et qu'à l'inverse les aménagements de peine contribuent tendanciellement la réinsertion sociale et professionnelle.

Enfin, ce texte méconnaît la réalité de la surpopulation carcérale qui fait perdre tout sens à la peine de prison ferme en négligeant ce qui ne devrait jamais l'être : la dignité des personnes.

N'en déplaise aux démagogues, les personnes condamnées à des peines d'emprisonnement ferme seront amenées à sortir... Aussi est-il dans l'intérêt de la société toute entière que leurs peines soient pensées pour permettre leur réinsertion.